

La guerre à Mogadiscio (1)

POUR la cinquième fois depuis le départ de Mohammed Siyad Barre, le 27 janvier 1991, la capitale somalienne a été le lieu d'affrontements violents et particulièrement sanglants entre le 16 novembre 1991 et le 5 mars 1992 (2). Un cessez-le-feu a été négocié par le représentant des Nations unies, James Jonaset est respecté depuis le début du Ramadan. L'analyse courante de cette guerre se résume finalement à deux éléments. D'une part, ces combats sont l'expression d'une lutte pour le pouvoir entre deux seigneurs de la guerre, le président intérimaire Ali Mahdi Mohammed (Abgal, Harti Abgal), et le général Mohammed Farah Hassan Aydeed (Haber Ghidir, Saad), président de l'USC (Congrès de la Somalie unifiée) (3). D'autre part, ils reflètent la rivalité des deux clans les plus importants de la famille Hawiye-Abgal et Haber Ghidir pour le contrôle des (futurs) prébendes de l'État somalien. Cette vision, sans être inexacte, demeure particulièrement réductrice : aussi, est-il indispensable de revenir sur certaines données de la crise actuelle.

Les aspects politiques de la rivalité entre Ali Mahdi et Aydeed sont les mieux connus. Cette compétition s'appuie sur des divergences radicales dans la définition d'une stratégie de renversement de Siyad Barre et de reconstruction d'un ordre politique en Somalie. Elle se nourrit aussi d'un désaccord profond sur le rôle que devraient jouer, d'une part l'État italien largement compromis par un soutien total à Siyad Barre et, de l'autre, les organisations armées qui ont lutté contre la dictature. Pour en rester aux événements les plus récents (4), l'élection contestée d'Ali Mahdi en janvier 1991 a trouvé une légitimité grâce à la conférence de réconciliation (?) somalienne de Djibouti en juillet, où étaient présents six mouvements somaliens et de nombreux observateurs internationaux. Le général Aydeed, élu président de l'USC quelques jours avant cette conférence, en conteste rapidement les résultats en faisant valoir que la constitution de 1960, prise comme base institutionnelle des accords de Djibouti, exige d'abord un parlement avant la nomination du président de la République et que ce

(1) Cet article rend partiellement compte de données recueillies lors d'un séjour en Somalie en mars 1992, grâce à un financement du CREDU (Nairobi).

(2) Les chiffres de victimes varient beaucoup. *Africa Watch*, dans un rapport publié en mars, évoque 14 000 morts et 27 000 blessés.

(3) Les Somali se divisent généalogiquement en plusieurs grandes familles de clans. Dans le débat actuel, il n'est pas rare de devoir descendre au niveau du sous-clan pour

expliquer certaines options : ainsi Aydeed est un Saad (sous-clan), Haber Ghidir (clan) Hawiye (famille de clans). L'USC est l'organisation politico-militaire « représentant » la famille Hawiye. Sauf mention explicite, les clans mentionnés ici seront tous Hawiye.

(4) Voir également D. Compagnon, « Somalie : l'aube de l'après Siyad Barre », *Politique africaine*, 41, pp. 129-134. et S.S. Samatar, *Somalia : a Nation in Turmoil*, Minority Rights Group Report, août 1991.

dernier, en tout état de cause, ne dispose d'aucun pouvoir exécutif. Derrière ce débat juridique se profilent non seulement la question de l'avenir politique d'Aydeed face à la concentration de tous les pouvoirs dans les mains d'Ali Mahdi, mais également celui des relations entre l'USC comme mouvement armé victorieux et le nouvel État à créer. Un accord est conclu entre les deux hommes le 9 août et définit un partage des compétences à l'avantage du président de l'USC en échange de sa reconnaissance par Aydeed du statut présidentiel d'Ali Mahdi. Mais ce compromis fragile ne peut durer longtemps, d'autant qu'Ali Mahdi une fois reconnu président juge n'être plus lié par celui-ci...

Outre ces aspects politiques où ambitions personnelles et équilibres claniques sont omniprésents, deux autres dimensions sont importantes pour mieux appréhender les guerres de Mogadiscio. En premier lieu, les Abgal considèrent que la capitale est sur leur territoire et que cette situation leur confère des droits particuliers. En effet, la population de Mogadiscio s'est profondément modifiée à cause des événements politiques. Beaucoup d'habitants de la région centrale ou de la zone des deux fleuves ont fui la guerre et les exactions de l'armée durant les deux dernières années de la dictature et se sont installés à Mogadiscio. Ils ont été rejoints en décembre 1990 et janvier 1991 par une nouvelle vague d'arrivants, essentiellement des combattants, qui ont investi les demeures abandonnées par la clientèle de Siyad Barre et la majorité des familles Darod (5).

Cette présence pose deux problèmes. D'une part, pour survivre, en l'absence d'un État prestataire de services, de nombreux combattants, nouveaux venus, ne disposent que de leur arme pour acquérir la nourriture pour eux et leurs proches : l'insécurité qu'ils créent est réelle bien qu'ils ne soient pas les seuls bandits de la capitale. D'autre part, une normalisation politique se traduira inévitablement par le retour à Mogadiscio des gens qui ont fui avec Siyad Barre sans être forcément associés à son pouvoir : qui aura la prééminence pour récupérer maisons ou terrains ? Ali Mahdi a donc plusieurs fois exigé le départ des déplacés vers leur région d'origine (6). Ceux-ci, soutenus par Aydeed, font remarquer que le soulèvement contre Siyad Barre n'a pas commencé en décembre 1990, que eux ont subi pendant des mois, voire des années, les exactions des milices du régime, que leurs troupeaux ont été volés, leurs villages détruits, qu'eux-mêmes ont combattu jusqu'à Mogadiscio pour l'instauration d'un nouveau régime. Ils soulignent également que le nouveau pouvoir ne leur manifeste aucune reconnaissance et se montre peu disposé à réhabiliter les zones rurales ; mais il est déjà prêt à composer avec les anciens adversaires pour reprendre les bonnes vieilles habitudes (détournement de l'aide internationale, prévarications dans l'appareil d'État...). Ce clivage entre ces deux groupes de la population se manifeste également dans le rapport à la valeur marchande des armes : les habitants des zones rurales ont acheté leur fusil à un prix

(5) Grande famille de clans, comprenant notamment les Mareehan (auxquels appartient le dictateur), les Majerteen, les Ogademi.

(6) Cela fut l'une des raisons des com-

bats au mois de juin. Il est remarquable qu'à cette époque l'hostilité à la proposition d'Ali Mahdi dépassait largement le cadre des alliances claniques derrière Aydeed.

plus élevé qu'à Mogadiscio où plusieurs dépôts d'armes et de munitions ont été pillés durant le soulèvement populaire, contribuant à une chute des cours. Pour ces déplacés, rendre leur arme a donc une toute autre signification que pour les citoyens de Mogadiscio.

Le second problème est moins apparent mais conditionne un aspect essentiel des combats : leur financement. Derrière la compétition entre Ali Mahdi et Aydeed, se déroule une course pour le contrôle de l'État mettant aux prises deux élites commerciales différentes, l'une polarisée par les Saad, l'autre par les Agbal. Cette caractérisation est ici peu efficace car d'importantes personnalités n'ont pas respecté l'allégeance clanique. Ainsi, l'ancien ministre des Finances de Siyad Barre, Mohammed Sheykh Osman (Murosade, Hawiye), soutient Aydeed, alors que l'ancien ambassadeur en Iran, Darman, (Haber Ghidir), est l'un des proches conseillers d'Ali Mahdi. Il faut également s'interroger sur la marge d'indépendance des deux leaders politiques, par rapport à ces groupes de pression, dont ils ne partagent peut-être pas toujours les visions. En tout cas, il paraît évident que leur autonomie potentielle s'est réduite après un affrontement d'une telle ampleur et d'une telle durée.

La rivalité entre ces deux regroupements permet de doter chaque camp de moyens nécessaires à la guerre. En effet, on peut pointer plusieurs faits qui ne relèvent pas seulement de l'anecdote. D'abord, il est assez surprenant de voir que des combattants qui ont volé une voiture ou une mitrail-

leuse, voire une simple kalashnikov se retrouvent pauvres comme Job deux ou trois jours après : cette situation évoque plutôt le drainage (par le pillage) de biens par un réseau marchand, dont les bandits ne sont que les instruments les plus mal rétribués. Par exemple, le cuivre contenu dans les fils électriques a été systématiquement collecté, réduisant pratiquement à néant le réseau électrique de la capitale, et a été revendu dans des pays du Golfe. La collecte de centaines de kilos de cuivre, leur stockage, l'affrètement de boutres sont des activités pour lesquelles le pasteur, nouveau venu dans la capitale, n'a aucune affinité... Durant les affrontements, les combattants reçoivent au petit matin une centaine de cartouches dont la moitié est revendue dans l'heure qui suit pour payer le thé, les cigarettes, et surtout le kat absolument indispensable (7) pour la journée. Le combat doit obéir à plusieurs impératifs : regagner le terrain perdu mais aussi s'adonner au pillage, le butin se retrouvant vite sur les marchés toujours bien achalandés de Mogadiscio : en septembre dernier, le prix d'un ordinateur portable variait entre 400 et 500 dollars, celui d'une kalashnikov, selon le talent de négociateur de l'acheteur, entre 75 et 90 dollars. Le fonctionnement d'un tel système prédateur n'est possible qu'avec une relative organisation de réseaux commerçants, qui possèdent de solides attaches à l'extérieur de la Somalie. Il exige aussi l'injection d'argent frais, grâce à la mobilisation des réseaux claniques en Occident et dans les pays du Golfe, ou au détournement des revenus de

(7) Durant la guerre d'Ogaden, ou le soulèvement contre Siyad Barre, l'approvisionnement en kat n'a pas cessé durant les affron-

tements. Il est toujours vendu des deux côtés. Son commerce constitue sans doute l'une des ressources importantes du groupe d'Aydeed.

l'État : ainsi en mars, Ali Mahdi aurait reçu près de 1,7 milliards de shillings, produit d'une collecte chez ses partisans à l'étranger ; des rumeurs persistantes font aussi état de la location de cargos de la flotte somalienne à des marchands privés pour alimenter les caisses de la présidence.

Il n'est pas inutile de revenir sur les circonstances précises du début de l'affrontement en novembre 1992. Plusieurs scénarios s'efforcent de rendre compte de ce combat dont la durée est surprenante. D'une part, une bataille au début septembre avait démontré qu'aucune des deux factions ne pouvait réellement gagner le contrôle de la capitale. D'autre part, après 4 ou 5 jours de combat en novembre, la situation militaire s'est pratiquement stabilisée, les partisans d'Aydeed regagnant de jour le terrain réoccupé la nuit venue par les milices d'Ali Mahdi. Sous réserve d'enquêtes plus approfondies, c'est la version suivante des événements qui sera choisie.

Après les affrontements du début septembre, le débat politique se centre autour de trois questions : les responsabilités des deux leaders dans ces combats, le partage des pouvoirs entre l'USC et le groupe d'Ali Mahdi, la formation du gouvernement (plus de 80 ministres et secrétaires d'État). Mais l'essentiel est peut-être ailleurs : la tentative certes modeste de renvoyer une partie des combattants à l'extérieur de la ville, dans des camps, et de reconstituer ainsi une armée. Les officiers supérieurs en charge de ce projet pensent alors pouvoir jouer

le rôle d'une troisième force en cas de nouveaux affrontements entre les deux présidents, troisième force non plus clanique comme en septembre mais réellement Hawiye puisque les recrues sont Abgal, Saleban, Hawadle, Murosade, etc. L'occasion d'une intervention leur est fournie le 6 novembre lorsqu'Aydeed refuse de laisser atterrir l'avion du secrétaire d'État italien (8) et menace de faire de même avec un avion ramenant d'Angleterre des billets de banque fraîchement imprimés. L'armée occupe les abords de l'aéroport, c'est-à-dire encercle pratiquement le quartier général d'Aydeed. Cependant, les « recrues » Saleban (un sous-groupe Haber Ghidir) constatent vite qu'il n'y a pas l'équilibre promis, *i.e.* que la maison d'Ali Mahdi n'est pas surveillée et décident donc de se retirer. Les « soldats » Hawadle et Murosade, se retrouvant en première ligne face aux partisans d'Aydeed, décident également de rompre l'encercllement. Le lendemain matin, seuls demeurent quelques centaines de miliciens, principalement Abgal. La tension paraît même décroître tant il est évident qu'un combat serait inégal. Mais un incident provoque l'affrontement : le vol d'une Land Rover par des Abgal, à proximité de la ligne de front provoque l'affrontement...

Les officiers supérieurs ayant été incapables de dépasser leur division (au moins pour cette fois) (9), les logiques de l'affrontement vont se modifier à nouveau. Le discours redevient comme en septembre celui d'un affrontement entre deux clans : les Haber Ghidir contre les Abgal.

(8) L'ambassadeur italien, sur instruction de son ministère, n'avait contacté Aydeed qu'à la dernière minute et n'avait prévu qu'une rencontre symbolique avec le dirigeant de l'USC...

(9) Quelle que soit leur sympathie politique, bien des Somaliens s'interrogent de plus en plus sur le rôle de certains officiers qui sont passés d'un camp à l'autre ou n'ont cessé de pousser à l'affrontement.

Ces derniers, mobilisés derrière leur imam, veulent alors en finir avec l'occupation illégitime de leur territoire et défendre leur président. Les Haber Ghidir entendent, quant à eux, donner une leçon à leurs adversaires et éliminer le groupe d'Ali Mahdi. Les acteurs de cette confrontation sont cependant bien plus divers. Du côté d'Aydeed, on retrouve l'essentiel des Haber Ghidir (Saad, Ayr, Sarrur, et même une majorité des miliciens Saleban), ainsi que des combattants issus des clans Hawadle, Duduble, Shikhal, Galjaak, et même des Dir, qui n'appartiennent pas à la famille Hawiye. De l'autre côté, ce sont les miliciens Mudulod, *i.e.* issus des clans Abgal, Ujejen, Wardan, Moblen qui sont le fer de lance d'Ali Mahdi. Ils sont secondés par certains Hawadle, venus spécialement de Beletweyne à l'appel de leur *Ugass*, par des Murosade, même si leur entrée « officielle » en guerre ne se produit qu'en janvier et dure peu de temps (ils sont écrasés en quelques heures, les rescapés sont même attaqués par des miliciens Abgal désireux de récupérer à bon compte leurs armes). Cette description rapide montre clairement que l'affrontement dépasse un conflit entre Abgal et Haber Ghidir. Néanmoins aucun autre clan, si l'on excepte les Murosade, ne prend clairement position dans cette bataille, afin de ne pas créer un précédent et de ne pas devenir prisonnier d'une alliance. La segmentarité (10) a des règles auxquelles il n'est pas bon de déroger dans de telles conditions...

La bataille suscite également de nouvelles fonctions commerçantes :

(10) Voir l'exposé qu'en donne avec talent I.M. Lewis dans *A Pastoral Democracy*, Oxford, Oxford University Press, 1961.

le taux de change du dollar n'est plus le même d'une zone à l'autre : dans la zone contrôlée par Aydeed, 1 dollar vaut entre 7 000 et 9 000 shillings, alors que dans le camp d'Ali Mahdi, il est changé pour 5 000 shillings, preuve s'il en était encore besoin que ce dernier bénéficie d'un meilleur réseau de financement international durant la majeure partie de la bataille. Le transfert des blessés d'un camp à l'autre nécessite le paiement d'une taxe d'environ 500 000 shillings ; chaque protagoniste veut recevoir ses munitions et son essence journalièrement, dans la mesure où son budget n'est souvent établi que pour trois ou quatre jours à l'avance...

Les résultats de cette bataille ne peuvent être considérés qu'avec la plus grande circonspection. Le problème fondamental n'est toujours pas réglé puisque aucun des deux dirigeants ne peut se prévaloir d'une nette victoire. Le partage du pouvoir reste donc à venir et sera d'autant moins facilement négociable que l'aide internationale va faire monter les enjeux. Ceci dit, durant ces mois de combat, les Haber Ghidir auront appris que les Abgal n'étaient pas seulement les porteurs d'eau de la capitale mais également des combattants capables de résister aux assauts les plus violents. Les Abgal, de leur côté, doivent admettre aujourd'hui que les Haber Ghidir sont à Mogadiscio et qu'ils n'en partiront pas, sauf à détruire toute la ville pour cela ; le général Aydeed qui est chez eux tenu responsable des milliers de victimes de cette bataille est aujourd'hui plus qu'hier incontournable. Certains rêvent encore de son éviction de la scène politique mais réalisent que le prix en serait particulièrement élevé. Sans doute est-ce pour cela

que pour la première fois depuis le renversement de Siyad Barre, un débat se développe au sein des Abgal sur les prochaines échéances et questionne le consensus autour d'Ali Mahdi.

Au-delà de ces considérations politiques pessimistes, il faut relever un fait important sans pouvoir prédire son influence future. On ne pouvait qu'être surpris de la vitesse avec laquelle l'armée somalienne s'était décomposée dans les derniers mois du régime. Néanmoins, logique de la bataille ou sursaut corporatiste, les officiers semblent disposés à jouer un rôle plus actif dans la recomposition politique : pratiquement tous les fronts somaliens sont dirigés aujourd'hui par des officiers supérieurs, certains d'entre eux servent également d'intermédiaires entre factions d'une même organisation. Les relations tissées au sein de l'armée durant les deux dernières décennies permettent certes de reprendre langue mais personne ne sait jusqu'où les vieilles solidarités permettront de dépasser la méfiance et les logiques de fragmentation actuelles. Enfin, beaucoup s'interrogent, après vingt-deux ans de régime Siyad Barre, sur les capacités d'innovation politique des militaires.

Après des mois de désintérêt, la communauté internationale a accepté de réouvrir le dossier somalien au sein des Nations unies. Pourtant la médiation onusienne soulève bien des critiques. Malgré son arrogante assurance, l'organisa-

tion internationale semble avoir de sérieuses difficultés à saisir la complexité de la crise somalienne : ses experts, arrivés dans la capitale somalienne à la fin mars, vont désespérément chercher deux armées, une ligne de front, des officiers avec qui discuter... Mais, ce sont surtout les conditions d'octroi de l'aide humanitaire (12 millions de dollars fournis par l'ONU auxquels se rajoutent 10 millions de dollars donnés par les États-Unis) qui inquiètent. Sans négociation préalable, l'aide se retrouvera vite confisquée par les commerçants et les miliciens avant d'arriver à la population précarisée et nécessiteuse. De plus, les experts onusiens ne tiennent guère compte d'un marché local qu'il faudrait relancer (11) au lieu de l'asphyxier, de l'importance des campagnes par rapport à la capitale, s'ils veulent diminuer les tensions urbaines. Surtout, sous les pressions américaines, l'ONU a décidé d'octroyer une aide sans aucune conditionnalité politique. Le contrôle de la circulation des armes, la constitution d'une structure militaire autonomisée de la société civile, la sécurité dans la capitale sont pourtant des problèmes essentiels de la reconstruction d'un ordre politique aujourd'hui. Faute d'en tenir compte, Mogadiscio risque de fournir un exemple supplémentaire de conflit nourri par l'aide humanitaire.

Roland Marchal

(11) Le vrai problème est plus le manque d'argent que celui de nourriture.